



ÉDITORIAL

Après Gaza, la Cisjordanie...

PAR LAURENT MOULOU, RÉDACTEUR EN CHEF

L parade avec sa grande carte dans les bras. Petit sourire en coin. La Cisjordanie en toile de fond. La semaine dernière, Bezalel Smotrich, le ministre fasciste des Finances de Benjamin Netanyahu, a annoncé, avec une arrogance non feinte, la réactivation d'un ancien projet de colonisation qui relierait Jérusalem à la colonie israélienne illégale de Ma'ale Adumim. Ce projet prévoit 3 400 nouveaux logements. Et envisage, à terme, de pousser jusqu'au Jourdain afin de diviser la Cisjordanie en deux avec, au sud, Hébron et Bethléem, et, au nord, Naplouse et Ramallah. Quant à Jérusalem-Est, elle se retrouverait plus enclavée que jamais. Tant et si bien qu'il serait quasi impossible d'en faire la capitale d'un futur État palestinien.

Imaginé dès 1996 et baptisé E1, ce plan, qui bafoue toutes les résolutions des Nations unies et le droit international, est resté gelé durant des décennies. Aujourd'hui, l'extrême droite israélienne le ressuscite sans vergogne avec le soutien de Benjamin Netanyahu et de Donald Trump. Et la volonté, clairement édictée, d'anéantir tout espoir d'État palestinien et d'annexer, peu à peu, l'ensemble de la Cisjordanie. Cette annonce ne doit rien au hasard. À quelques jours de l'Assemblée générale des Nations unies, où la France est censée être la première des grandes puissances occidentales à reconnaître l'État palestinien, le pouvoir israélien défie la communauté internationale. Face à la pression diplomatique, Netanyahu et sa clique suprémaciste lancent un message clair : quelles que soient les résolutions votées sur le papier, ils continueront en Cisjordanie leur politique d'apartheid, mêlant confiscation des terres et violences systémiques. Au règlement politique et légal du conflit, ils préfèrent la force brute et la stratégie du fait accompli.

Ce bras d'honneur, parfaitement assumé, poursuit un double objectif. Décrédibiliser les instances internationales, renvoyées à leur impuissance. Et décourager la solidarité internationale, en lui faisant comprendre qu'il n'y a plus rien à espérer. Épaulé

par son indéfectible allié américain, encouragé par l'inertie des grandes puissances, Netanyahu mise sur le renoncement et l'indifférence pour avancer ses pions. Et accélérer en Cisjordanie l'épuration ethnique déjà en cours - en proportion monstrueuse - dans la bande de Gaza.

La volonté destructrice qui anime l'extrême droite messianique israélienne ne peut être sous-estimée. Chaque jour apporte son lot de preuves que les exactions menées dans l'enclave palestinienne sont planifiées avec une détermination glaçante. Lundi 18 août, Amnesty International a publié une nouvelle série de témoignages attestant d'une campagne débridée de famine et de destruction des infrastructures de santé. La malnutrition à grande échelle et la propagation des maladies ne sont pas les dommages collatéraux des opérations militaires israéliennes. Mais le résultat attendu de plans génocidaires visant à la destruction physique, ou au départ forcé, de tout un peuple.

Ne nous leurrons pas. Cette perspective menace également la Cisjordanie. Et appelle une réponse de grande ampleur. La reconnaissance symbolique de l'État palestinien par des pays influents en Europe et au Conseil de sécurité de l'ONU est une étape indispensable. Mais face à l'impunité dont jouit Netanyahu, soutenu par les États-Unis, elle ne pourra suffire en soi. Le respect du droit international ne s'obtiendra qu'avec une pression maximale et coordonnée. La France et l'Union européenne doivent suspendre sans plus attendre les accords commerciaux avec Israël, rejoindre les procédures engagées devant la Cour internationale de justice. Et arrêter de se condamner à l'impuissance face aux faiseurs de guerre. ●

Face à l'impunité dont jouit Netanyahu, le respect du droit international ne s'obtiendra qu'avec une pression maximale et coordonnée.